

## Commune de Soisy Sur Seine

### Dans le cadre du GRAND DÉBAT NATIONAL

#### Soirée 1 : "Nos impôts, nos dépenses et l'action publique" 01/02/2019

- Organisateur : Jean-Baptiste ROUSSEAU (Maire de Soisy Sur Seine). Agissant en qualité qu'animateur non intervenant.
- Présents : Marie Guévenoux (Députée de la 9<sup>e</sup> circonscription de l'Essonne)
- Environ 170 personnes présentes

---

#### Préambule :

Vous trouverez dans les lignes qui suivent un *verbatim* des échanges et interventions relevés au cours de ce débat. Bien qu'effectuée dans un souci d'exactitude et de neutralité, cette retranscription ne saurait être exhaustive et pourra parfois, afin de faciliter la lecture, utiliser des termes légèrement différents de ceux prononcés. Si vous constatez que votre intervention n'a pas été correctement retranscrite, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse suivante : [jedonnemonavis@soisysurseine.fr](mailto:jedonnemonavis@soisysurseine.fr) (objet : « Grand débat national », en précisant le débat concerné)

#### À noter :

- Les interventions des élus ou des membres des associations directement impliqués dans le débat sont précédées du titre de l'intervenant.
  - Chaque tiret signale un intervenant différent.
  - NDR signifie « Note Du Rédacteur »
-

### **Introduction (animateur) :**

M. le Maire rappelle tout d'abord le cadre du débat ainsi que les engagements du Président de la République.

M. le Maire commente le diagnostic et rappelle ensuite que le budget de la France FR est en déficit depuis 74, que ce déficit est supérieur à celui de nos partenaires européens (1,7 % du Produit Intérieur Brut en moyenne contre 3,4 % pour la France). La dette actuelle de la France est de 2 300 milliards d'Euros.

### **Interventions du public :**

#### **En réaction au diagnostic lui-même :**

- N'aime pas la présentation/ne comprend rien. L'État dépense 40 % de plus que son budget. 33 milliards de plus en 2 ans. Le budget social est de 250 milliards. Il n'y a rien à gagner sur le budget des collectivités. Les recettes sont insuffisantes... Les entreprises du CAC 40 ne payent pas impôts. Idem pour les GAFA. Réfléchir sur l'évasion fiscale

- Les questions (*NDR : du questionnaire...*) sont hors sujets. Le déficit n'existe pas : fraude fiscale ; cela arrange certains, notamment à l'Assemblée Nationale. La dépense publique n'est pas un mal en soi. Il faut une indépendance de la Banque Centrale.

- Il faut augmenter la surface des services publics (patrimoine citoyen) mais augmenter aussi les recettes ? Aller chercher l'argent là où il s'évade. Le déficit est une organisation politique pour imposer des taxes, salaires, impôt. Baisse des recettes fiscales à cause des + niches + cadeaux fiscaux.

- Je suis en opposition avec les intervenants 1 et 2. Chiffres de déficits sont réels. Équilibre dépend d'une gestion rigoureuse de la dépense publique : comparer avec autres pays d'Europe. La France, c'est + 200 milliards d'écart avec l'Europe en termes de dépenses publiques.

- Diminution des services publics au quotidien (sauf proximité).

#### **? 1) Quelles sont toutes les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?**

- Avoir même niveau de transparence et d'information entre recettes et dépenses.

- La baisse de la dépense publique n'est pas pertinente en soi : viser plutôt l'efficacité, notamment la répartition dépenses/recettes.

- La TVA est injuste par rapport à l'impôt sur le revenu qui est payé par 46 %. l'IR devrait juste être plus progressif. Baisser la TVA sur produits de 1<sup>re</sup> nécessité. Faire payer un IR symbolique sur petits salaires donc faire plus de tranches.

- Constat sur la moyenne d'âge (*NDR : des participants*). Supprimer niches fiscales (100 milliards) + réduction du nombre d'élus + baisse des dépenses publiques.

- Proposition : impôt commence au 1<sup>er</sup> euro et va jusqu'au dernier. Stop aux niches fiscales. Ne pas descendre sous un niveau d'impôt dû.

- Effet de seuil de l'impôt = fonctionner par taux linéaire, pas par seuil.

### **? 2) Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?**

- Ne pas raisonner en termes d'impôts, raisonner en termes d'économie. Éviter les doublons (intercommunautés...).

- Fiscalité plus efficace : rétablir la taxe d'habitation car on profite des services de la commune. Je suis contre les impôts fonciers : le patrimoine foncier est le résultat d'un sacrifice des gens qui sont en plus taxés sur leur succession.

- Simplifier la fiscalité pour qu'elle soit plus juste et plus efficace. Plus les impôts sont complexes, moins ils sont faciles à comprendre.

- Faire payer l'impôt sur le 1<sup>er</sup> euro.

### **? 3) Afin de réduire le déficit public de la France qui dépense plus qu'elle ne gagne, pensez-vous qu'il faut avant tout réduire la dépense publique ou augmenter les impôts ?**

- Préambule : ce diagnostic est froid et comptable alors que débat est de l'ordre de l'urgence sociale et climatique.

- Proposition : taxer les transports aériens à 1 %, idem poids lourds et transport maritime. les recettes seraient dédiées à l'amélioration des transports en commun.

- La France ne donne pas, ce sont les impôts qui financent. À quoi ça sert et où ça va ? C'est la répartition qui compte par rapport à la redistribution

- C'est une question fermée. Donc pas d'avis !

- D'autres pays gèrent mieux leur budget.

- S'attaquer à la fraude fiscale et à l'optimisation fiscale. Chasser les paradis fiscaux y compris en Europe.

- 15 millions de fonctionnaires : réduire ce nombre.

### **? 4) Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ?**

- Consulter le site Eurostat qui regroupe toutes les dépenses publiques de tous les pays. Problème des prestations sociales : il faut alléger les charges des entreprises.

- Ne pas augmenter les impôts sur les sociétés mais faire payer celles qui y échappent : GAFA... Rétablir la justice sociale. La répartition est importante.

- Il faut harmoniser la fiscalité en Europe pour éviter l'évasion fiscale. Travailler sur des impôts qui sont justes.
- Il faut du discernement sur le sujet des impôts et des dépenses.
- L'impôt est mal structuré : on ne supprime pas, on réforme (taxe habitation par exemple).

**? 5) Afin de baisser les impôts et réduire la dette, quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ?**

- L'État d'abord. Faire mieux et moins cher.
- Question fermée comme les 3 premières ; quel est l'intérêt de ce débat ?
- Diminution des avantages aux anciens présidents et équivalents...
- La formulation ne convient pas. Suppression des emplois aidés : les gains ont été compensés par des dépenses privées.
- Souvent, s'il y a une baisse de l'impôt public, cela devient un impôt privé.
- S'il existait une véritable justice fiscale, le déficit n'existerait pas. On nous culpabilise.

**? 6) Parmi les dépenses de l'État et des collectivités territoriales, dans quels domaines faut-il faire avant tout des économies ?**

- Ces questions visent à culpabiliser. Ce sont des besoins : si pas de financement par le public, cela sera financé par le privé et les actionnaires vont se gaver. Ne pas démanteler les services publics pour redonner au privé : voir l'exemple du secteur de la santé aux USA. Ce sont des besoins, fournis par le public ou le privé. Voir l'exemple de l'Angleterre : pas d'efficacité des services transférés au privé (*NDR : transports*).
- Notion de train de vie de l'état. Environnement : il faut avoir une politique ; Ce n'est pas une dépense publique. Une politique est différente d'une administration. Toutes les politiques (santé, logement...) sont importantes. Décentralisation : l'état n'a pas maigri autant qu'il aurait dû.
- Il y a des besoins différents à réduire. Question des corporatismes et de la solidarité. Nous avons des services exceptionnels en France ; la Sécurité Sociale n'est pas l'État et elle n'est pas déficitaire en 2018.
- Aucune corporation n'est d'accord pour réduire ses propres dépenses.
- Pas de focus sur l'éthique, les édiles ne descendent pas sur terrain, ils sont hors sol. Se rapprocher de l'esprit nordique.
- L'État donne des leçons mais il est mauvais élève.

**? 7) Afin de financer les dépenses sociales, faut-il selon vous... Reculer l'âge de la retraite/Augmenter les impôts/Augmenter le temps de travail/Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales...**

- C'est une question fermée. Impossible de répondre. Lorsque l'on fait des cadeaux aux entreprises, il n'y a pas de contrôle. Il faudrait un système de bonus/malus sur les impôts si les résultats sont atteints ou pas.

- Faire financer les dépenses sociales par les banques.

- Age de la retraite : il doit y avoir un plafond. Par exemple, pas de surcote de cotisation pour les gros salaires qui prolongent au-delà de 62 ans.

Reculer l'âge de la retraite : absurde car après 50 ans, on ne trouve plus de travail.

Les entreprises n'ont pas d'intérêt à garder des personnes âgées moins efficaces. Augmenter le temps de travail : les personnes sont plus fatiguées, cela conduit à un accroissement des arrêts de travail.

**? 8) Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée?**

- Travailler sur les fraudes à la mutuelle.

- Assurer la protection sociale par les salaires.

- D'accord sur le principe des suppléments demandés dans les cliniques. Sécurité Sociale doit couvrir à 100 %, il faut transférer les dépenses des mutuelles vers la Sécurité Sociale.

- Non à l'indexation des retraites. Les retraités aisés s'opposent à eux qui sont justes à l'équilibre : quid si l'inflation augmente ?

- Maisons de retraite laissées au privé et dont les prix augmentent sans cesse : les services publics doivent se saisir de ce problème.

- Sujet commun des maisons de retraite et de l'accueil des enfants handicapés.

Pour les personnes en situation de handicap : pas de solutions, pas de places en établissement. Penser aux aides aux familles monoparentales car les systèmes d'aide sont très complexes.

La protection sociale est financée par les générations. Il faut renforcer la protection sociale des plus pauvres mais aussi renforcer l'éducation.

**? 9) Pour quelle(s) politique(s) publique(s) ou pour quels domaines d'action publique, seriez-vous prêts à payer plus d'impôts?**

- Ne pas oublier le chômage : le déficit serait comblé si les chômeurs avaient du travail.

- Il faudrait que les femmes soient rémunérées au même salaire que les hommes

- Sur 1 000 € de dépenses publiques, 4 vont à la justice alors que les tribunaux sont supprimés. il faut augmenter le budget de la justice et de l'administration pénitentiaire.
- OK pour payer plus d'impôts pour la Culture. L'accès culture est la 1<sup>re</sup> chose supprimée. c'est la liberté de demain et d'aujourd'hui.
- Réfléchir sur les hôpitaux et l'éducation. Quid de la rationalité des choix effectués ?
- OK pour payer la taxe d'habitation pour les dépenses des communes. Cela motive les gens car les résultats sont concrets.

**? 10) Seriez-vous prêts à payer un impôt pour encourager des comportements bénéfiques à la collectivité comme la fiscalité écologique ou la fiscalité sur le tabac ou l'alcool ?**

- On augmente la fiscalité sur le diesel mais pourquoi ne pas baisser plutôt la fiscalité sur l'essence ? Et quid de l'utilisation des recettes et de l'efficacité des dispositifs que l'on met en place pour quelques rares personnes... les coûts sont disproportionnés par rapport aux gains.
- Les entreprises qui ne répondent pas aux lois ne sont pas sanctionnées. Cela n'est pas vrai pour les particuliers.
- Dépenses privées : le comportement des Français n'est pas en phase avec un comportement écologique.
- Avortement : cela représente une dépense sociale énorme alors que l'information existe. Il y a beaucoup de choses à faire concernant les dépenses « privées » (NDR : celle des individus).
- Les bénéfices des autoroutes devraient être reversés.
- La fiscalité sur le tabac et l'alcool devrait être largement augmentée pour faire baisser le coût social.
- Les autoroutes étaient mal gérées lorsque l'État en était propriétaire.
- Les impôts servent à payer un « machin », pas à être efficaces.

**? 11) Y a-t-il d'autres points sur les impôts et les dépenses sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer?**

- La CSG devrait devenir progressive.
- On n'a pas parlé de sujets de transition écologique ni de territoire, et on n'a donc pas mis le problème des budgets en perspective.

- La dimension européenne a été occultée. Il est important de travailler au renforcement de l'intégration européenne, notamment au niveau d'une uniformisation de la fiscalité.

- L'Europe actuelle n'est pas viable. Il faut la casser pour en refaire une autre, se mettre d'accord avec certains pays qui sont d'accord sur une Europe des projets (écologie...) et de la défense.

### **Parole libre**

- Il faut évoquer les régimes spéciaux qui coûtent cher et empêchent l'équilibre. Il faut travailler sur la baisse des dépenses et les gaspillages.

- La fusion des régimes de retraite (AGIRCC/ARCO) va augmenter le montant des cotisations et allonger la durée du travail avant la retraite.

- Il faut intégrer le système des mutuelles à la Sécurité Sociale qui fonctionne à moitié moins cher. C'est un point nodal, unique au monde. Il faut faire de la prévention sur tous les secteurs (vision politique d'ensemble) pour éviter les déficits demain. Ne pas traiter petit bout par petit bout.

- OK pour unifier les règles fiscales au niveau Européen mais nous devons aussi unifier les nôtres !

- *(NDR : un intervenant fait état du...)* Rapport d'un sénateur socialiste en 2013, lequel rappelle les articles 14 et 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789.  
*(NDR : Art. 14. Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.*  
*Art. 15. La Société a le droit de demander compte à tout Agent public de son administration.)*